

Lutter contre la Commission européenne, un préalable à toute réforme

Aucune sauvegarde de notre pays et de notre civilisation ne sera possible sans un combat farouche engagé contre cette institution.

Par Jean-Frédéric Poisson*

Les maux qui accablent la France actuellement s'accumulent, sans qu'il soit possible, pour la plupart de nos compatriotes, d'imaginer une voie de sortie. Les attaques débutent dès l'école avec une Éducation nationale qui se substitue de plus en plus à l'autorité des parents en tentant d'imposer les dérives *woke* dès le plus jeune âge.

À l'intérieur du pays, la violence s'installe sous les coups de boutoir d'une gauche radicale en roue libre, d'une immigration incontrôlée, d'une jeunesse désenchantée et d'un ras-le-bol généralisé. Quant au pouvoir central, il fragilise le ciment national, cristallise les tensions, dresse les Français les uns contre les autres.

Pourtant, nous aurions tort de croire que l'herbe est plus verte chez nos voisins. En effet, la plupart des pays d'Europe affrontent les mêmes épreuves avec plus ou moins d'intensité. Qu'il s'agisse de la théorie du genre en expansion, des revendications communautaires extra-européennes, de la remise en cause de la culture, des mœurs ou de l'histoire, de l'intensification ou de la banalisation des agressions, les exemples sont nombreux: atelier de lutte contre l'homophobie par une association militante LGBT dans une cour d'école à Genk, en Belgique; éducation sexuelle "non binaire" dans des manuels à destination des parents et éducateurs pour accompagner les enfants en Allemagne; utilisation des pronoms neutres dans un but plus "inclusif" au sein de la plus grande agence de presse des Pays-Bas, Algemeen Nederlands Persbureau (ANP); sans parler du révisionnisme historique en Espagne qui s'intensifie depuis le mouvement Black Lives Matter, ou encore de l'impact de l'immigration massive sur l'Italie malgré les efforts de Giorgia Meloni. Ces attaques menacent de multiples pans de nos sociétés. L'Europe est devenue "l'homme malade du monde".

Ainsi, la plupart des États membres de l'Union européenne affrontent les mêmes dangers et partout des Euro-

péens luttent pour endiguer ces phénomènes et défendre leur patrie charnelle. Face à eux se dresse un adversaire de taille: la Commission de Bruxelles, qui alimente toutes ces dérives avec une constance incendiaire. Elle soutient la propagande LGBT, elle appuie la mise en place d'une société de surveillance par des "recommandations" liberticides et favorise la censure des gouvernants, elle impose ses quotas migratoires aux pays qui ne le souhaitent pas au moment où le nombre de traversées de la Méditerranée a doublé, elle promeut des organisations islamiques problématiques (Femyso, Yavuz Sultan Selim)...

Contre le pouvoir de la Commission, certains peuples ont réussi à se doter de dirigeants suffisamment volontaires pour tenter d'affronter le danger qui rampe à leurs portes. Ainsi, la Pologne et la Hongrie, en particulier, développent sans cesse des lois condamnant la promotion du genre par des lobbies LGBT, tentent de limiter le plus possible l'immigration, recréent un

**RÉFORMER
L'UNION
EUROPÉENNE
EST POSSIBLE
POUR AUTANT
QUE NOUS PAR-
VENIONS À UNIR
NOS FORCES,
EN FRANCE
ET À L'ÉTRANGER.**

ciment national en exaltant les valeurs chrétiennes de notre civilisation dans leurs discours et jusque dans leur Constitution.

Certes, cette politique n'a pas l'heur de plaire aux bureaucrates bruxellois, qui déploient toutes leurs attaques contre les pays membres récalcitrants. Pour autant, ces dirigeants nous montrent que la lutte est possible et que le véritable bras de fer débute d'abord et avant tout contre le pouvoir de la Commission de Bruxelles. Dotée du monopole de

l'initiative législative, elle décide de la politique de l'Union européenne, quitte à contester la souveraineté des États membres. Ses commissaires non élus ne rendent de comptes

à personne, tandis que sa présidente, l'inénarrable Ursula von der Leyen, détermine le calendrier de la Commission.

Il devient de plus en plus évident qu'aucune sauvegarde de notre pays et de notre civilisation ne sera possible sans une lutte farouche engagée contre cet organe. Cette lutte est un préalable à toute réforme. Elle peut notamment se mener au niveau du Parlement européen, qui a la possibilité de se faire entendre de la Commission européenne. C'est là que nos forces doivent être placées, avec le soutien des autres pays déterminés à bloquer ce pouvoir illégitime car non élu par le peuple. Ce blocage mis en place, nous serons en mesure, grâce à des accords intergouvernementaux, de renégocier le mode de fonctionnement institutionnel de l'Union européenne et d'évoluer vers un modèle alternatif respectueux des souverainetés. Manceuvres qui ne manqueront pas de nourrir le débat sur le main-

tien ou non de la France dans l'Union européenne, qui viendra inmanquablement pour les élections de 2027.

Réformer l'Union européenne est possible pour autant que nous parvenions à unir nos forces, en France et à l'étranger. À rebours de certains de nos compatriotes qui font montre d'une certaine indifférence vis-à-vis de la politique de Bruxelles, nous devons garder en tête une équation simple : si nous refusons de nous préoccuper de l'Union européenne, celle-ci n'en continuera pas moins à s'ingérer dans notre quotidien et à nous priver de nos souverainetés ou de nos libertés. Contribuons à faire converger nos actions et à mettre un terme au pouvoir corrupteur de Bruxelles, afin de la remplacer par une alliance européenne des nations. ●

* Jean-Frédéric Poisson est président de Via, la voie du peuple.

Convertir au Christ ou à la différence ?

La nouvelle liste de cardinaux dévoilée par le pape François recèle quelques surprises, dont certaines ne sont pas rassurantes pour l'avenir de l'Église.

Par Laurent Dandrieu*

Il faut reconnaître au pape François une inlassable capacité à surprendre. Alors que le quorum de cardinaux nécessaire à l'élection d'un nouveau pape, fixé à 120, était déjà atteint après la dernière "fournée" d'août 2022, l'annonce, ce 9 juillet, de la création de 21 nouveaux cardinaux — dont 17 de moins de 80 ans, donc électeurs en cas de conclave — porte le nombre de ceux-ci à 137, dont plus de 70 % auront été choisis par le pape François. S'il y a des exceptions (Mgr Bustillo, évêque d'Ajaccio, franciscain que tout le monde s'accorde à décrire comme "classique", en fait partie), François déroge très largement à la tradition non écrite selon laquelle le pape crée des cardinaux de toutes sensibilités pour choisir au contraire des hommes qui lui ressemblent. Dans certaines démocraties, on appelle cela "bourrer les urnes". Dans l'esprit du pape François, cela revient à rendre les évolutions qui auront marqué son pontificat "irréversibles".

Parmi ces nominations, deux au moins interrogent. L'une est celle d'Américo Aguiar. Âgé de seulement 49 ans, l'évêque auxiliaire de Lisbonne est responsable des JMJ qui s'y tiendront au mois d'août. Quelques jours avant d'être créé cardinal, il a déclaré que ce rassemblement n'avait pas vocation à « convertir à tout prix les jeunes au Christ, à l'Église catholique ou à quoi que ce soit d'autre » mais qu'il devait « transmettre le goût et la joie de connaître ce qui est différent ». Qu'est-ce qu'une Église qui ne cherche pas à convertir au Christ mais à ouvrir à la différence, sinon une ONG

de plus ? En des temps pas si lointains, une telle déclaration lui aurait valu un rappel à l'ordre. Aujourd'hui, ce pape qui n'a jamais de mots assez durs contre le "prosélytisme" le crée cardinal. Plus attendu, le choix de Mgr Víctor Manuel Fernández paraît logique puisque l'archevêque de La Plata avait été nommé quelques jours plus tôt préfet du dicastère pour la Doctrine de la foi, l'un des postes les plus importants du gouvernement de l'Église.

Mais la montée en puissance de ce proche de François, l'un de ses principaux conseillers et sa principale plume, n'en suscite pas moins la polémique, en raison des positions théologiques très modernistes de ce prélat.

L'un de ses prédécesseurs, le cardinal Gerhard Müller, n'a pas hésité à le qualifier de « théologien du dimanche » et certaines de ses prises de position d'« hérétiques ». Affir- ➔